

VD_FINDINFO HC / 2021 / 241 vom 6. April 2021

VD Tribunal cantonal, 2021-04-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2021___241

FR: VD_FINDINFO HC / 2021 / 241 du 6 avril 2021

IT: VD_FINDINFO HC / 2021 / 241 del 6 aprile 2021

Regeste

MODIFICATION DES CIRCONSTANCES, CAUSE DE DIVORCE, OBLIGATION D'ENTRETIEN, ENFANT, DÉBUT | 276 CC, 289 al. 1 CC, 125 CO, 106 al. 1 CPC (CH), 106 al. 2 CPC (CH), 107 al. 1 let. c CPC (CH), 317 CPC (CH)

Erwägungen

E. 1.1

L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance (art. 308 al. 1 let. a CPC), dans les causes non patrimoniales ou dont la valeur litigieuse, au dernier état des conclusions, est supérieure à 10'000 fr. (art. 308 al. 2 CPC). S'agissant de prestations périodiques, elles doivent être capitalisées conformément à la règle posée par l'art. 92 al. 2 CPC. Les affaires relevant du droit de la famille ne sont pas patrimoniales, sauf si l'appel ne porte que sur les aspects financiers d'un divorce (Jeandin, Commentaire romand, Code de procédure civile,

E. 1.2

En l'espèce, par le dépôt de son acte du 2 juillet 2020, l'appelant a déclaré faire « recours » contre le jugement entrepris. Or, dans la mesure où son acte est dirigé contre un jugement rendu dans une cause de nature patrimoniale portant sur des conclusions qui, capitalisées selon l'art. 92 al. 2 CPC, ont une valeur litigieuse supérieure à 10'000 fr., c'est la voie de l'appel qui est ouverte. Cela étant, dans la mesure où R. _____ n'est pas assisté d'un mandataire professionnel, son recours doit être converti en appel et traité par l'autorité de céans. Pour le surplus, formé en temps utile par une partie qui a un intérêt digne de protection (art. 59 al. 2 let. a CPC) l'appel est recevable sous cet angle.

E. 2

CPC (TC NE du 13 septembre 2019 loc. cit.)

E. 2.1.1

L'appel peut être formé pour violation du droit (art. 310 let. a CPC) et constatation inexacte des faits (art. 310 let. b CPC). L'instance d'appel dispose d'un plein pouvoir d'examen de la cause en fait et en droit. En particulier, le juge d'appel contrôle librement l'appréciation des preuves effectuée par le juge de première instance (art. 157 CPC en relation avec l'art. 310 let. b CPC) et vérifie si celui-ci pouvait admettre les faits qu'il a retenus. Il incombe toutefois à l'appelant de motiver son appel (art. 311 al. 1 CPC), c'est-à-dire de démontrer le caractère erroné de la motivation attaquée. Pour satisfaire à cette exigence, il ne lui suffit pas de renvoyer aux moyens soulevés en première instance, ni de se livrer à des critiques toutes générales de la décision attaquée. Sa motivation doit être suffisamment explicite pour que l'instance d'appel puisse la comprendre aisément, ce qui suppose une désignation

précise des passages de la décision que l'appelant attaque et des pièces du dossier sur lesquelles repose sa critique (ATF 138 III 374 consid. 4.3.1 et les arrêts cités). La Cour de céans n'est ainsi pas tenue d'examiner, comme le ferait une autorité de première instance, toutes les questions juridiques qui se posent si elles ne sont pas remises en cause devant elle, ni de vérifier que tout l'état de fait retenu par le premier juge est exact et complet, si seuls certains points de fait sont contestés devant elle (ATF 142 III 413 consid. 2.2.4).

E. 2.1.2

A l'instar de la demande (art. 221 al. 1 let. b CPC) et de la demande simplifiée (art. 244 al. 1 let. b CPC), l'appel doit contenir des conclusions (ATF 138 III 374 consid. 2.3 ; TF 4A_42/2014 du 17 octobre 2014 consid. 4.3), c'est-à-dire indiquer quels sont les points du dispositif de la décision attaquée qui sont contestés et quelles sont les modifications qui sont demandées. Des conclusions claires et précises sont un élément essentiel dans une procédure judiciaire, tant pour la partie adverse que pour le juge, et il ne doit pas subsister de doute à leur sujet ; il y a donc lieu de se montrer strict en ce domaine, d'autant qu'il est aisé en règle générale de satisfaire à cette exigence formelle (TF 5A_799/2014 du 25 juin 2015 consid. 2.1 ; TF 5A_183/2015 du 29 avril 2015 consid. 1.2.1). Vu la nature réformatoire de l'appel, l'acte d'appel doit en principe contenir des conclusions sur le fond permettant à l'autorité d'appel de statuer à nouveau. Les conclusions doivent être suffisamment précises pour qu'en cas d'admission de l'appel, elles puissent être reprises telles quelles dans le dispositif (ATF 137 III 617 consid. 4.3 et 6.1, JdT 2014 II 187 ; TF 4A_383/2013 du 2 décembre 2013 consid. 3.2.1, RSPC 2014 p. 221 ; TF 4D_8/2013 du 8 avril 2013 consid. 2.2 ; Colombini, Code de procédure civile, Condensé de la jurisprudence fédérale et vaudoise, 2018, n. 9.1.1 ad art. 311 CPC). Le recours concluant à l'annulation du jugement, subsidiairement au renvoi de la cause à l'autorité inférieure pour nouvelle décision est irrecevable. On peut attendre de la partie condamnée qu'elle réclame sa propre « libération », le « rejet de l'action » ou le « déboulement de l'adverse partie », ou use de toute autre locution équivalente pour faire comprendre qu'elle ne doit prétendument rien. Il n'est fait exception à la règle de l'irrecevabilité des seules conclusions en annulation que si l'autorité, en cas d'admission de l'appel, ne serait de toute manière pas en mesure de statuer elle-même sur le fond, en particulier faute d'un état de fait suffisant, et ne pourrait que renvoyer la cause à l'autorité inférieure (ATF 134 III 379 consid. 1.3, JdT 2012 III 23). Par ailleurs, il n'y a pas de présomption selon laquelle la partie est censée reprendre les conclusions qu'elle a formulées devant l'autorité précédente (TF 5D_233/2020 du 23 septembre 2020 consid. 4.1 ; TF 5A_799/2014 op. cit.). En outre, les conclusions portant sur des créances en argent doivent être chiffrées (ATF 137 III 617 consid. 4.4.2, JdT 2014 II 187 ; TF 5A_164/2019 du 20 mai 2020 consid. 4.3), même lorsque la maxime d'office est applicable (TF 5A_539/2020 du 17 août 2020 consid. 5.2 ; TF 5A_164/2019 op. cit. ; CACI 6 juillet 2020/296 consid. 3.1 et 3.2). L'exigence de conclusions chiffrées vaut donc également en ce qui concerne les contributions d'entretien pour les enfants mineurs (ATF 137 III 617 consid. 4.5.1 et 4.5.4, JdT 2014 II 187 ; TF 5A_164/2019). L'application du principe de la confiance impose cependant d'interpréter les conclusions à la lumière de la motivation ; l'interdiction du formalisme excessif commande pour sa part, de ne pas se montrer trop strict dans la formulation des conclusions si, à la lecture du mémoire, on comprend clairement ce que veut l'appelant (ATF 137 III 617 consid. 4.1, JdT 2014 II 187 ; TF 5A_388/2020 du 10 septembre 2020 consid. 2.3 ; TF 5A_164/2019 op. cit. ; TF 5A_405/2019 consid. 1.2 ; TF 5D_43/2019 du 24 mai 2019 consid. 3.2.2.1 ; TF 4A_112/2018 du 20 juin 2018 consid. 2.1 ; TF 5A_866/2015 du 2 mai 2016 consid. 1.2

non publié in ATF 142 III 364).

E. 2.1.3

Les conclusions nouvelles, qui n'ont pas été soumises au premier juge sont en principe irrecevables en deuxième instance. L'art. 317 al. 1 CPC prévoit que les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont pris en considération dans le cadre d'une procédure d'appel que s'ils sont invoqués ou produits sans retard (let. a) et ne pouvaient être invoqués ou produits devant la première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise (let. b), ces deux conditions étant cumulatives. Il appartient ainsi à l'appelant de démontrer que ces conditions sont réalisées, de sorte que l'appel doit indiquer spécialement de tels faits et preuves nouveaux et motiver spécialement les raisons qui les rendent admissibles selon lui (JdT 2011 III 43 consid.

E. 2.2

En l'espèce, les conclusions prises par l'appelant ne sont de toute évidence pas suffisamment précises pour qu'en cas d'admission de l'appel, elles puissent être reprises telles quelles dans le dispositif de l'arrêt. Néanmoins, si l'on interprète les conclusions à la lumière de la motivation du mémoire, on comprend clairement ce que veut l'appelant, soit la modification du dies a quo de la modification de la contribution d'entretien due en faveur de sa fille. En outre, dans la mesure où c'est le dies a quo qui fait l'objet de l'appel et non le montant des contributions d'entretien, le fait que l'appelant n'ait pas chiffré ses conclusions ne doit pas lui porter préjudice. Les conclusions de l'appelant sont ainsi recevables en ce qui concerne la modification du dies a quo de la diminution de la contribution d'entretien au jour du dépôt de la demande. En revanche, ses conclusions tenant à ce que « [s]a contribution [soit] terminée ce jour » et que « Madame trouve un emploi rémunéré qui lui permet d'acquérir son autonomie financière telle que prévu dans la jurisprudence du canton de Vaud » sont irrecevables, faute pour l'appelant de les avoir motivées en deuxième instance. Enfin, la conclusion tenant à ce qu'il soit autorisé à compenser les « montants versés en trop » à M. _____ avec les pensions courantes est une conclusion nouvelle dans la mesure où elle n'avait pas été prise devant le premier juge. Toutefois, compte tenu de ce qui précède (cf. consid. 2.1.3 supra), elle peut être admise à ce stade, puisqu'elle concerne la contribution d'entretien due en faveur d'une enfant qui était alors mineure.

E. 3.1

En substance, l'appelant reproche au premier juge d'avoir fixé le dies a quo de la modification du jugement de divorce au 1^{er} juillet 2020, alors qu'il a ouvert action en ce sens le 1^{er} janvier 2019 (recte : le 5 décembre 2018). Il souligne que par le passé, les décisions en sa défaveur ont toujours rétroagi au moment du dépôt de la requête et rappelle le principe posé par l'ATF 117 II 368 selon lequel les effets de la modification remontent à la date de l'ouverture d'action. Il se réfère ensuite à sa demande du 5 décembre 2018 et à des conclusions avec effet au 1^{er} décembre 2018, date qui correspond à la celle de la diminution de ses revenus. Il conteste avoir conclu à une modification de la pension avec effet au 1^{er} janvier 2020, contrairement à ce qu'a retenu le tribunal : il précise qu'il a demandé en procédure certains paliers en fonction de sa situation, mais que sa volonté a toujours été claire, soit d'obtenir une diminution de la contribution d'entretien mise à sa charge dès le dépôt de sa demande en ce sens. Il soutient que si la présidente estimait que ses conclusions n'étaient pas claires, elle aurait dû l'interpeler, puisqu'il n'est pas assisté d'un mandataire professionnel. Il invoque finalement la compensation avec ce qu'il a versé

en trop si l'on admet la rétroactivité de la réduction à l'ouverture d'action.

E. 3.2

Le juge de l'action en modification peut fixer le moment à partir duquel son jugement prend effet selon son appréciation et en tenant compte des circonstances du cas concret. En principe, la jurisprudence retient, au plus tôt, la date du dépôt de la demande. Lorsque le motif pour lequel la modification est demandée se trouve déjà réalisé à ce moment-là, il ne se justifie normalement pas, du point de vue de l'équité, de faire remonter l'effet de la modification à une date postérieure. Le créancier de la contribution doit en effet tenir compte d'un risque de réduction ou de suppression de la rente dès l'ouverture d'action. Selon les circonstances, il est toutefois possible de retenir une date ultérieure, par exemple du jugement en modification, notamment lorsque la restitution des prestations accordée et utilisées pendant la durée du procès ne peut équitablement être exigée. Cette dernière situation suppose que le créancier, sur la base d'indices objectivement sérieux, ait pu compter pendant la durée de la procédure sur le maintien du jugement d'origine ; il s'agit ainsi d'un régime d'exception (ATF 117 II 368 consid. 4c ; TF 5A_539/2019 du 14 novembre 2019 consid. 3.3 ; TF 5A_685/2018 du 15 mai 2019 consid. 5.3.4.1 ; TF 5A_651/2014 du 27 janvier 2015 consid. 4.1.2 ; TF 5A_760/2012 du 27 février 2013 consid. 6 publié in FamPra.ch 2013 p. 480 ; TF 5A_732/2012 du 4 décembre 2012 consid. 3.2 ; TF 5A_290/2010 du 29 octobre 2010 consid. 9.1 publié à SJ 2011 I 177). Il n'est pas arbitraire de fixer le dies a quo de la contribution d'entretien modifiée au premier jour du mois le plus proche de la demande de modification du jugement de divorce complète, à savoir de la demande comprenant l'ensemble des éléments pertinents permettant aux juges de statuer (TF 5A_891/2013 du 12 mars 2014 consid. 4.2 ; CACI 18 avril 2019/218 consid. 7.1).

E. 3.3

En l'espèce, par courriel du 29 octobre 2018, R. _____ a invité M. _____ à reconsidérer à la baisse le montant de la pension en faveur de T. _____ telle que fixée dans le cadre du divorce des parties. M. _____ n'a pas donné suite à cette demande. La diminution des revenus de l'appelant était avérée et importante. On ne voit donc pas que le créancier, sur la base d'indices objectivement sérieux, ait pu compter pendant la durée de la procédure sur le maintien du jugement d'origine. Rien ne justifie en l'occurrence de retenir une solution qui correspond, selon le Tribunal fédéral, à un « régime d'exception ». Le principe de la date du dépôt de la demande, soit le 5 décembre 2018, doit trouver à s'appliquer et ainsi déployer ses effets dès le 1^{er} janvier 2019, soit le premier jour du mois qui suit le dépôt de la demande. En outre, on ne saurait considérer que les conclusions modifiées du 10 novembre 2019 impliqueraient une renonciation aux conclusions prises pour ce qui concerne la période précédente. Il ne fait aucun doute que l'appelant entendait uniquement préciser ce qu'il voulait obtenir pour l'avenir, soit dès le 1^{er} janvier suivant, mais que cela ne changeait rien pour le passé.

E. 4.1

L'appelant conclut à la compensation des montants versés en trop avec les contributions d'entretien courantes.

E. 4.2

Les contributions d'entretien sont dues à l'enfant et sont versées durant sa minorité à son représentant légal ou au parent qui en assume la garde (art. 289 al. 1 CC). Le créancier de

l'entretien est donc l'enfant lui-même (TF 6B_1310/2018 du 8 avril 2019 consid. 1.2 ; TF 5A_445/2015 du 13 octobre 2015 consid. 2.3.1 ; TF 5D_103/2009 du 20 août 2009 consid. 1.3 et la référence ; TF 5C.314/2001 du 20 juin 2002 consid. 9 non publié in ATF 128 III 305), même si, durant sa minorité, dans le cadre d'une procédure civile, son représentant légal est en droit de les réclamer en son propre nom et à la place de l'intéressé (ATF 136 III 365 consid. 2.2 ; TF 5A_445/2015 du 13 octobre 2015 consid. 2.3.1). Selon l'art. 125 ch. 2 CO (version officielle), ne peuvent être éteintes par compensation contre la volonté du créancier, les créances dont la nature spéciale exige le paiement effectif entre les mains du créancier, telles que les aliments et le salaire absolument nécessaire à l'entretien du débiteur (dans les textes allemand « des Gläubigers » et italien « del creditore ». Il faut lire en français « du créancier » selon la Chancellerie fédérale) et de sa famille.

E. 4.3

En premier lieu, il semble douteux que l'appelant puisse invoquer la compensation dans une procédure qui l'oppose à l'intimée pour un montant payé en trop à la créancière, sa fille, qui n'est pas partie à la procédure. Ensuite, le jugement attaqué établit les coûts de T. _____

de la manière suivante : - base mensuelle selon les normes OPF fr. 600.00 -
participation aux frais de logement (15% de 2'238 fr.) fr. 335.70 -
assurance-maladie (base et complémentaire) fr. 155.30 - frais de formation fr. 60.00 -
abonnement général (2'645 fr. / 12) fr. 220.00 - abonnement de téléphone fr.
60.00 - équitation fr. 170.00 - vacances fr. 50.00 - argent de poche fr.

100.00 Sous-total fr. 1'751.00 - déduction de la moitié du salaire d'apprentie fr. - 250.00

Total fr. 1'501.00 Ainsi, l'entretien convenable de l'enfant T. _____ a été arrêté, en chiffres arrondis, à 1'500 fr. par mois, après déduction de sa participation à ses propres frais. Les contributions d'entretien découlant des effets généraux du mariage ou du droit de la famille constituent des aliments au sens de l'art. 125 al. 2 CO (Aepli, Zürcher Kommentar, 1991, n. 69 ad art. 125 CO, p. 330 et les réf. citées). Vu les termes de l'art. 125 ch. 2 CO (« absolument nécessaire »), l'impossibilité de compenser ne vaut que pour la part des contributions qui sert à couvrir le minimum vital défini par l'art. 93 LP du créancier d'aliments (ATF 88 II 312 ; Aepli, op. cit., n. 74 ad art. 125 CO, p. 716 ; cf. CACI 12 février 2013/88). Ainsi, lorsque la crédière ne réalise pas des revenus suffisants à couvrir son minimum vital, la compensation est exclue (CACI 6 septembre 2016/372 consid. 9.2 et les réf. citées). Si l'on admet que la part du salaire d'apprentie de T. _____ (250 fr.) couvre plus ou moins les postes « équitation » et « argent de poche » (270 fr. au total), le reste relève des aliments absolument nécessaires à l'entretien du créancier. Cela peut s'étendre également aux postes « vacances » (50 fr.) et « abonnement de téléphone » (60 fr.) tant il est notoire qu'en application de l'art. 93 LP, une petite marge est toujours laissée dans le cadre de la détermination du minimum vital. La compensation doit dès lors être refusée.

E. 5.1

L'appelant a conclu à ce que les frais de première instance soient répartis en tenant compte de la modification obtenue. Le premier juge a estimé que le demandeur avait obtenu gain de cause sur le principe d'une réduction de la contribution d'entretien dont il est débiteur, mais que le montant de cette réduction s'avérait en définitive nettement inférieur à ce qui était requis. Les frais ont par conséquent été répartis par moitié entre les parties en application de l'art. 107 CPC. Le premier juge a ainsi réparti les frais de première instance en équité, invoquant l'art. 107 CPC, ce qui correspond certes à une habitude, mais ne va pas de soi.

Quoi qu'il en soit, même sous l'angle de l'art. 106 CPC, les considérations du jugement restent valables au vu de la situation telle qu'arrêtée en deuxième instance. L'appelant obtient toujours gain de cause sur le principe d'une réduction de la contribution d'entretien, mais le montant de cette réduction demeure nettement inférieur à ce qui était requis. La répartition en première instance était en réalité trop favorable à l'appelant puisqu'il n'a pas été tenu compte du dies a quo pour y procéder. Un partage par moitié se justifie donc toujours actuellement, que ce soit sur la base de l'art. 106 CPC ou de l'art. 107 CPC.

E. 5.2

Au vu du sort de l'appel, les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (art. 65 al. 2 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ; BLV 270.11.5]), doivent être répartis par moitié entre les parties, en application de l'art. 106 al. 2 CPC. En effet, l'appelant obtient gain de cause sur la question de la rétroactivité, mais non sur celle de la compensation et des frais de première instance. Les parties n'ayant pas eu recours à un mandataire professionnel, il n'y a pas lieu à l'allocation de dépens, qui devraient de toute manière être compensés.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.